

L'Europe de l'Est, nouvelle périphérie

« Nous sommes dans une situation historique sans précédent et il n'y a pas de recettes toutes prêtes ni de voies toutes tracées. L'idée que la route de la modernité et de la prospérité de l'Europe post-communiste passe par la Bolivie semble absurde. Malheureusement, la voie que nous suivons mène justement vers la Bolivie ».

Karol Modzelewski

Quelle voie après le communisme ?

Edition de l'Aube, 1995 pour la traduction française, p.86

Résumé

Depuis la chute du Mur de Berlin et le démantèlement de l'URSS, les pays d'Europe de l'Est et des Balkans se retrouvent soumis à des rapports de domination exercés par les institutions de la mondialisation - notamment l'Union européenne (UE) : les critères de la « transition vers des économies de marché » ont aussi été ceux préalables à l'adhésion à l'UE. Ils ont signifié une dégradation sociale considérable que cherchent à occulter les discours mensongers sur les succès de la transition – mais dont témoignent la montée de votes xénophobes ou d'abstentions aux élections pluralistes. Pourtant, vu de l'Est, l'adhésion à l'UE est aussi en partie perçue comme un moindre mal et un moyen de résister à l'absolue périphérisation. L'issue de cette ambivalence dépend de rapports de forces socio-économiques à venir...

Il était essentiel pour les idéologues de la « fin de l'Histoire » que le « siècle soviétique » fut réduit à une aberrante « parenthèse ». En la refermant, il s'agissait *d'enterrer non seulement tout apport, mais aussi toute légitimité aux résistances à l'ordre capitaliste dominant depuis le XIXème siècle*. Les descriptions du passé comme du présent tendent donc à effacer les relations de domination impérialistes : le mensonge historique, idéologique, est la condition pour prétendre être la seule « civilisation » possible, afin de sacraliser – rendre intouchable – le capitalisme réellement existant.

Or, au XIXème siècle et plus encore depuis la fin de l'URSS, les pays du Centre du « système-monde capitaliste » détiennent les clefs économiques, financières, militaires qu'ils imposent dans leur semi-périphérie¹. L'Europe de l'Est et balkanique en faisait (fait à nouveau) partie... Les terres de

¹ Nous utilisons ici la terminologie de système-monde capitaliste ou économie-monde, telle que définie par Fernand Braudel et étendue par Immanuel Wallerstein : contrairement aux empires, cet ensemble articulé de relations de dominations recouvre une pluralité d'Etats rivaux dominateurs au Centre ; la « périphérie » au sens étroit désigne les pays totalement dominés et exploités par ceux du Centre de façon coloniale ; la notion de « semi-périphérie », plus adéquate au contexte de décolonisation, désigne des pays dominés par divers mécanismes

peuplement mélangés de cette région sont encore au XIX^e siècle et jusqu'à la première guerre mondiale, sous la domination et rivalité des trois grands empires – ottoman, austro-hongrois et russe - confrontés à l'expansion coloniale des premiers Etats-nations industriels - France et Grande-Bretagne, issus de siècles de guerres mercantilistes, puis leur rival Allemand. Pour les grandes puissances occidentales, au XIX^e siècle, l' « Orient-proche » englobe les Balkans et l'Asie mineure, et « la question d'Orient » recouvrira le dépeçage néo-colonial de ces régions de l'empire ottoman. Des Balkans au Liban, l'instrumentalisation cyniques des questions nationales par les grandes puissances laissera des traces durables jusqu'à aujourd'hui².

A la veille de la deuxième guerre mondiale, alors qu'ils avaient été soumis aux relations de périphérisation³ capitaliste, les pays d'Europe de l'Est et balkanique avaient connu pour la majeure partie d'entre eux une aggravation des écarts de développement à l'égard de l'Europe occidentale - mise à part la Tchécoslovaquie dont la position géostratégique et politique est plus proche des Etats du « Centre » ouest-européen. Cette république avait en effet connu après guerre une réelle industrialisation autocentrée, ainsi qu'une baisse importante de l'analphabétisme⁴. En dehors de ce pays et de la Hongrie, qui avait gagné en poids autonome dans le cadre de l'empire austro-hongrois, la part de l'emploi industriel était alors dans tous les pays de cette région inférieure à 20% - la part de l'agriculture dans le PIB restait souvent de l'ordre de 80% en 1938. Plus encore que la part des industries, l'importance des capitaux étrangers marquait le caractère dépendant et largement extraverti des pays. Comme le remarque François Bafail « *la part du capital étranger dans l'industrie entre 1919 et 1939 demeure presque toujours supérieure à 20%. Ce sont les pays les moins développés qui sont*

économiques et politico-militaires, mais formellement indépendants. Ils sont marqués par une industrialisation extravertie (subordonnée largement aux besoins de réduction des coûts ou de débouchés des pays du Centre) ou néo-colonisés. Cette approche conceptuelle est fort utile aujourd'hui et intègre évidemment les analyses des anciennes et nouvelles formes d'impérialisme.

² Cf. Georges Corn, *L'Europe et l'Orient – de la balkanisation à la libanisation*, 1^{ère} édition 1989, 2002 La découverte & Syros.

³ François Bafail, dans son ouvrage *Après le communisme* Armand Colin, 2002, utilise aussi cette notion de « périphérisation ». Mais elle est descriptive d'une inégalité de développement. Dans la conceptualisation de Braudel/Wallerstein de l'économie-monde, que nous utilisons ici, la situation de périphérie implique une relation de domination qui est source de ces inégalités.

⁴ Cf. François Bafail, *op.cité*, p. 20 qui indique que, si l'on met de côté la Tchécoslovaquie, le PIB de l'Europe de l'Est est en 1937-1938 à peine supérieur au tiers de celui de l'Europe de l'Ouest alors qu'il était de 40% en 1913, selon les calculs de l'historien de l'économie Paul Bairoch.

le plus dominés par les IDE [investissements directs étrangers], tandis que la Hongrie et a Tchécoslovaquie en bénéficient [sic] moins dans la mesure où ils ont pu au cours de la période précédente assurer les bases de leur développement »⁵. En pratique, les IDE représentent 30% du capital industriel de la république tchèque, 40% en Pologne, 50% en Roumanie. Ils se localisent principalement dans les banques et dans l'industrie lourde essentielles pour le contrôle du développement industriel – toute la question étant précisément les effets articulés de développement et sous-développement pour les métropoles créancières ou fournisseuses d'IDE et pour le pays d'accueil... En 1938, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne prédominaient dans l'origine des IDE, notamment après l'éviction des Allemands et des Autrichiens de l'Europe centrale après la première guerre mondiale ou de la Pologne après 1930. A la veille de la deuxième guerre mondiale, la première Yougoslavie face à la faiblesse des investissements industriels de son parrain français s'offrait davantage aux investissements d'une Allemagne en quête de périphérie pour consolider son industrie d'armement.

La révolution d'Octobre 1917 eut un impact considérable, bien qu'inégal, en Europe de l'Est, notamment en République tchèque⁶ et dès les premières élections des années 1920 du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Celui-ci, se transformant en dictature en 1929 tout en prenant le nom de Yougoslavie, devait, pour les puissances victorieuses de la guerre, contenir l'impact de l'URSS. La lutte contre le fascisme, les conflits entre pays du Centre impérialiste, les résistances à la domination impérialiste mais aussi à la stalinisation de l'URSS devenue grande puissance, produisirent des choix d'alliances complexes qui marquèrent les autres révolutions et l'extension des pays se réclamant du socialisme après la seconde guerre mondiale. Mais tous ces régimes, notamment en Europe de l'Est, quels qu'aient été les scénarios initiaux de leur mise en place, furent des tentatives réelles d'industrialisation auto-centrée sur des bases populaires se protégeant des relations marchandes impérialistes qui avaient laissé en friche des régions entières, non « rentables », et une grande masse de population paupérisée.

Le « siècle soviétique » ne fut pas une parenthèse.

⁵ François Bafail, *op.cité*, p.19.

⁶ Cf. notamment le précieux ouvrage de François Fejtö *L'histoire des démocraties populaires*, Seuil, 1969.

En Europe de l'Est, la phase communiste a signifié une croissance « extensive », marquée certes par les gaspillages bureaucratiques que l'on connaît, mais aussi, incontestablement, de massives promotions sociales verticales dans les sociétés largement agraires de l'avant seconde guerre mondiale : un accès généralisé à la santé, aux biens de base, à la culture là où dominait l'analphabétisme, de réels rattrapages de niveau de vie par rapport à l'Europe occidentale. Il s'agissait d'un (mauvais) plein emploi des ressources humaines et naturelles, dans le cadre de systèmes économiques où la monnaie et les systèmes de prix étaient subordonnés aux choix des planificateurs. Ceux qui avaient 20 ans en 1980 attendaient évidemment autre chose que la grisaille bureaucratique et le monopole politique du parti-Etat de ces régimes ; ils aspiraient non seulement aux libertés mais aux magasins pleins et aux technologies avancées des pays voisins.

Mais il s'agissait en même temps des régions au monde où la pauvreté et les inégalités sociales avaient été le plus réduits. Le choc des politiques néo-libérales va donc y être particulier.

Alors que les IDE et la suppression des protections envers le marché mondial sont remis aujourd'hui au cœur des conditions supposées de développement, l'industrialisation des pays d'Europe de l'Est et balkanique s'est faite sur des bases indépendantes et extrêmement protectionnistes au niveau de la région.

Le COMECON ou CAEM (selon ses initiales françaises, Communauté d'aide économique mutuelle) dans lequel s'intégraient les relations économiques entre les pays du « camp » soviétique leur permettaient une quasi-autarcie jusqu'aux années 1970 (à l'exception de la Yougoslavie qui chercha à équilibrer les relations internationales sans appartenir au CAEM à part entière)⁷. S'il existait une certaine division internationale du travail entre eux, la

⁷ Sur ce plan, les thèses de Tony Cliff selon lesquelles l'URSS était un « capitalisme d'Etat » *parce que* ses choix de production étaient supposés déterminés en fait par le marché mondial sont particulièrement fausses pour l'URSS. Les pressions « actives » du marché mondial – via les crédateurs – sont plus vraies pour la Yougoslavie ou encore pour les pays d'Europe de l'est qui se sont ouverts aux importations occidentales sur la base de crédits externes dans les années 1970. Mais même dans cette phase, et sous pression, cela ne faisait pas des pays concernés des « capitalismes ». Encore fallait-il des transformations internes des rapports de propriété et de l'Etat – à l'œuvre dans la « transition » post 1989-1991. Nous avons analysé ces transformations, de façon comparative dans « Réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition – rapports de propriété, Etat et salariat », *in Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 35, mars-juin 2004, n°1-2.. Les rapports d'oppression et d'exploitation peuvent (malheureusement) exister sans capitalisme et sous l'étiquette « socialiste ». Quant au basculement d'une bonne partie de la bureaucratie des partis-Etats vers le capitalisme, il est

tendance des régimes communistes nationaux était de privilégier l'objectif de développement auto-centré des capacités de production planifiées, et de n'importer ce qu'ils étaient le moins à même de produire. Dans cette logique, les exportations n'étaient pas un objectif à maximiser, mais le moyen de payer les importations elles-mêmes limitées ; l'ensemble opérait, principalement, sur la base du système de troc protégé du marché mondial qu'était le CAEM. C'était l'URSS qui, dans ce cadre, fournissait les matières premières de base selon des relations qui étaient globalement avantageuses par comparaison à une insertion sur le marché mondial capitaliste : le pétrole soviétique revenait moins cher que s'il fallait l'importer au prix mondial ; et les biens industriels échangés contre lui, n'auraient pas trouvé aussi facilement à s'écouler ailleurs⁸. Ces protections avaient leurs défauts, mais avaient assuré une croissance auto-centrée.

En quatre décennies de régimes se réclamant du socialisme, la part de l'industrie est devenue majoritaire dans tous ces pays (l'agriculture est tombée à moins de 30% du PIB). Cette industrialisation sur des bases extensives gaspilleuses de ressources naturelles et humaine, connut un ralentissement marqué dans les années 1970 ; mais s'accompagnait de protections et avantages sociaux en nature dans le cadre des grandes entreprises (logements, hôpitaux, crèches, etc) stabilisant à la fois l'emploi et ... la bureaucratie.

Loin d'être un ensemble homogène, sans histoires et sans luttes, les pays d'Europe de l'est ont connu des trajectoires politiques distinctes, des conflits internes et dans leurs rapports à l'URSS, des réformes économiques qu'on ne peut ici évoquer et qui les ont différenciés : la Roumanie de Ceausescu, voire la Tchécoslovaquie d'après l'intervention soviétique de 1968 sont fort éloignées de la Hongrie de l'après 1956, sans parler de la Yougoslavie titiste ; la Pologne des conseils ouvriers de 1956 n'a pas connu les tanks soviétiques envoyés à la même époque en Hongrie ; ce qui explique aussi qu'elle a accumulé des expériences de mobilisations ouvrières ultérieures, jusqu'à celles de Solidarnosc en 1979-1980, inconnues chez les pays frères... Le passé d'avant la seconde guerre mondiale, comme toutes ces différences héritées du règne du parti unique, ont laissé des traces visibles encore. Elles sont les causes principales de situations actuelles différentes (nulle part on ne peut démontrer qu'une situation aujourd'hui relativement meilleure d'un de ces pays par rapport aux autres

justement... un basculement, historiquement daté et explicable de façon matérialiste, et non l'illustration qu'il s'agissait depuis ... (depuis quand, d'ailleurs ?) de « bourgeoisies ».

⁸ Sur la logique du commerce extérieur de l'URSS et des pays de l'Est et les ruptures qu'ont signifiées les réformes des années 1990, Marie Lavigne, *L'URSS en transition : un nouveau marché*, Centre français du commerce extérieur, 1990.

serait due à l'application des recettes néo-libérales – la vérité est plutôt inverse. Par contre, dans le scénario du basculement des années 1980-1990 vers la restauration capitaliste, il est important de souligner des articulations internes/externes différenciées.

La montée des tensions et pressions externes, à la faveur de l'endettement de certains PECO et de la course aux armements.

Dans la décennie 1970, les PECO étaient dans l'ensemble " endettés " (en produits) envers l'URSS - fournisseuse de matières premières, à des prix inférieurs de ceux du marché mondial : le " soutien " économique de l'URSS était une des modalités de rapports de contrôle politique. Cette " dette en nature", non convertible en devises, atténuait pendant un temps le poids d'une deuxième dette, devenue pesante seulement dans la décennie 1970. Celle-ci recouvrait au contraire l'ouverture de plusieurs pays d'Europe centrale aux importations occidentales, financées par des crédits privés occidentaux . Il est à noter que l'URSS ne fut pas soumise à cet endettement, subissant toujours un boycott à la fois financier et industriel – blocage de toute importation de technologie avancée depuis 1917. L'ouverture aux importations occidentales visant une certaine acquisition de technologies modernes, passa donc (avec l'accord de l'URSS) par des pays d'Europe de l'est non soumis au boycott occidental. Elle répondait aussi pour les régimes communistes concernés, à un blocage de diverses tentatives de réformes. Il s'agissait pour eux de répondre aux exigences d'amélioration de qualité des produits consommés et aussi à l'espoir d'améliorer la qualité et productivité des exportations incorporant certaines technologies occidentales, afin d'équilibrer à terme la balance des échanges en devises. Mais le conservatisme bureaucratique rendit fort peu efficaces les importations technologiques.

Or dans le même temps, l'arrivée de Reagan au pouvoir ouvrait, après l'intervention soviétique en Afghanistan, une ultime phase de course aux armements pesant durement sur l'URSS dans la première moitié de la décennie 1980. Elle permettait au contraire aux Etats-Unis de prendre l'offensive sur plusieurs terrains face à leur propre crise multi-dimensionnelle : sur le plan intérieur, les dépenses publiques d'armement soutenaient puissamment la recherche et l'innovation, tout en relançant l'économie (en récession au début de la décennie) ; au plan international, il s'agissait en même temps de la première phase d'une reconquête d'hégémonie politico-militaire et technologique que les interventions militaires dans la décennie suivante vont assurer. La révolution technologique à l'œuvre aux Etats-Unis et en général dans les pays capitalistes développés, point d'appui essentiel des classes dominantes pour restructurer les relations sociales et l'ordre mondial, allait de nouveau creuser les écarts avec l'URSS et l'Europe de l'Est marquées de leur côté par le conservatisme bureaucratique.

La décennie 1980 fut donc celle d'une crise de la dette pour plusieurs PECO - Roumanie, Yougoslavie, Hongrie, Pologne et RDA - qui, incapables de se réformer en profondeur sans

transformation sociale anti-bureaucratique majeure, s'étaient lancés dans la précédente décennie dans des importations de technologies occidentales, financées par des crédits privés⁹. Cette crise de la dette ouvrait *une phase historique nouvelle permettant à des pressions réelles externes* de peser sur les sociétés d'Europe de l'Est au moment-même où l'URSS de Gorbatchev se tournait vers un « désengagement » extérieur. Celui-ci visait à obtenir des crédits occidentaux nécessaires à sa propre modernisation. La quête de devises fortes pour faire face aux importations, se traduit donc aussi par des pressions et tensions nouvelles au sein du CAEM à la fin des années 1980 – l'URSS exigeant désormais remboursement de ce qui lui était dû, et si possible en devises fortes.

Entre temps, les cinq pays endettés de l'Europe de l'Est avaient connu des orientations politico-économiques différenciées qui toutes jouèrent un rôle décisif dans le tournant historique de la « transition » vers un changement de système au tournant de la décennie 1990 :

- La *Fédération yougoslave*, sous pression du FMI dans la décennie 1980, était paralysée par la montée des conflits sociaux et nationaux et une hyperinflation à trois chiffres reflétant la perte de cohérence totale du système.
- Les *dirigeants communistes hongrois*, furent les seuls à décider de répondre à la crise de la dette externe en vendant les meilleures entreprises du pays au capital étranger – ce qui permettait dans un premier temps d'atténuer les politiques d'austérité internes, et a fait de la Hongrie dans les premières années de la décennie de « transition » suivante, le principal pays d'accueil des investissements directs étrangers.
- A l'opposé, le *dictateur Ceausescu* oeuvra au strict remboursement de la dette roumaine sur le dos de son peuple – ce que la nomenklatura roumaine jugera finalement si explosif pour elle-même, qu'elle fomentera une pseudo " révolution " et la mort du dictateur à la fin de la décennie 1980.
- A cette même date, *l'absorption de la RDA* par l'Allemagne fédérale fut décidée – avec l'accord de l'URSS qui y trouvait quelques contreparties financières de la part de l'Allemagne, accompagnant le rapatriement de ses troupes.
- Enfin, après la répression de Solidarnosc sous la férule du général polonais Jaruzelski, les accords de compromis permirent l'introduction de la thérapie de choc libérale en Pologne, appuyée par l'annulation de la dette polonaise décidée par les Etats-Unis au début de la

⁹ Dans les années 1970, les banques occidentales ont cherché à utiliser les dollars issus de la rente pétrolière, en offrant des crédits abondants vers les pays du Sud mais aussi – ce qu'on connaît moins- vers les pays de l'Est évoqués (Yougoslavie, Hongrie, Roumanie, Pologne et RDA) : la crise de la dette que ceux ci ont connue dans la décennie suivante a été un vecteur décisif des pressions externes des crédateurs occidentaux et du FMI.

décennie 1990 : en RDA et en Pologne, rien n'a été ménagé financièrement pour faire basculer les nouvelles " élites " au pouvoir vers les privatisations...

La restauration capitaliste n'a pas été une réponse endogène aux crises des PECO et de l'URSS.

La restauration capitaliste n'a été, en quelque sorte, un choix populaire qu'en RDA – grâce à la question nationale et à l'espoir que l'unification permettrait d'accéder à un « modèle social de marché » et un niveau de vie parmi les plus élevés du monde... Et pourtant, même en RDA la nostalgie de l'ancien régime est étonnamment forte aujourd'hui.

Partout, la restauration capitaliste manque de popularité parce qu'elle a pris la forme d'un mépris du passé, d'une destruction opaque et néo-coloniale des histoires, des acquis sociaux. De réformes introduites d'en haut ont détérioré la vie quotidienne de la majeure partie des populations, tout en ayant trouvé dans l'appareil des anciens partis-Etats les seuls supports décisifs... bien que ces aspirants bourgeois n'aient quasiment pas de capital à investir dans ces privatisations ¹⁰!

L'aspect « exogène » de la marchandisation, privatisation et monétarisation des économies, s'est accompagné d'un but « indicible » : pour les décideurs occidentaux, notamment étasuniens, il s'agissait de conclure la guerre froide entre systèmes par la destruction systématique des mécanismes antérieurs de l'industrialisation. Les privatisations forcées et généralisées en ont été l'instrument.

Alors que les populations aspiraient à vivre mieux et plus librement, les réformes allaient aggraver les relations de domination et d'inégalités sociales et en aucun cas, évidemment, pas plus en Europe de l'Est que dans le reste du monde, apporter une effective démocratie économique.

Après près de quinze ans de supposée « modernisation », la population rurale a tendance... à augmenter, ce qui reflète le repli sur les lopins de terre en guise de protection sociale ; l'espérance de vie à la naissance comparée aux chiffres de la France s'est détériorée par rapport aux années 1970. Dix ans après la chute du Mur de Berlin, en 1999, le PIB des trois pays baltes était inférieur de 20 à 40% de son niveau en 1989 ; la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie avaient juste retrouvé ou légèrement dépassé le niveau du PIB de 1989 ; seule la Pologne avait connu une progression de 20% de son PIB par rapport à 1989 - notamment parce que le chiffre de 1989 était

¹⁰ La monnaie ne fonctionnant pas comme capital dans l'ancien système, et la gestion bureaucratique ne s'accompagnant pas d'une réelle propriété, les privatisations se sont heurtées au manque de capital endogène pour acheter réellement les entreprises – d'où le rôle clé, d'une part du capital étranger, d'autre part des « privatisations de masse », sans capital dans la première phase de la transition. Sur ce plan, cf. l'article de la revue RECEO cité en note 7.

particulièrement bas, le niveau de production tout au long de la décennie de pouvoir de Jaruzelski et de répression de Solidarnosc ayant été en chute libre mais aussi grâce à une annulation de sa dette externe au début de la décennie 1990, rarement mentionnée.

Et si depuis la fin de décennie 1990, on parle de « rattrapage », c'est parce que la « croissance » dans tous ces pays a été supérieure en moyenne de à celle – très faible - de l'Union européenne (à l'exception de la République tchèque, qui a été touchée par une récession de 1997 à 1999). Mais ce " rattrapage " n'est qu'une mesure statistique basée sur les PIB ; il s'accompagne d'une détérioration de niveau de vie et de travail pour la grande masse des populations ; et cette « croissance » détruit toujours plus d'emplois qu'elle n'en crée (le chômage atteint près de 20% en Pologne aujourd'hui, ce qui n'est pas sans expliquer les victoires de la droite populiste aux dernières élections)... Le chômage est même camouflé par la hausse... de la population agricole et la baisse de la population active : une partie des femmes, notamment, renonce à chercher du travail ou se tourne vers la prostitution. La privatisation des services de santé et de crèche, la chute des budgets d'éducation en partie décentralisés vers des collectivités locales sans ressources accompagnent une montée générale de la pauvreté et du creusement des écarts sociaux et régionaux. Les systèmes de protection sociale ont été réformés, notamment les retraites, dans le sens des modèles néo-libéraux promus par la Banque mondiale (BM) et l'OCDE dont les experts, notamment en Pologne et en Hongrie ont directement participé à l'élaboration des réformes. L'architecture des systèmes de retraite en trois " piliers " conforme au modèle de la BM s'est mise en place dès les années 1990 - moyennant des transitions, et quelques *résistances notables en Slovaquie et République tchèque aux préceptes libéraux*.

En Slovaquie, c'est le niveau de développement acquis sous le titisme et la *non application* des recettes libérales (suite à des mobilisations sociales et politiques importantes dès 1990 contre les privatisations prônées par Jeffrey Sachs) qui expliquent un niveau de vie très au-dessus de tous les autres PECO , avec un PIB par tête supérieur à l'Espagne, de l'ordre de 75% de la moyenne de l'UE à 15. Suite à ces résistances sociales et idéologiques¹¹ Le salaire n'a pas été considéré en Slovaquie comme un coût qu'il fallait comprimer pour attirer les IDE car ces derniers n'ont pas non plus été considérés comme essentiels pour soutenir la croissance et les restructurations. L'Etat a donc conservé des marges de manœuvres budgétaires et fiscales pour mener une politique qui n'a pas détruit l'emploi des grandes entreprises. Les négociations macro-économiques entre patronat, Etat et syndicats ont limité l'ampleur des démantèlements sociaux que les autres PECO ont connus.

¹¹ En 1990, en même temps que le pays connaissait une grève générale organisée par les anciens syndicats officiels réorganisés sur la base d'adhésion volontaires, le Ministre de l'économie, Jose Mencinger, démissionnait en critiquant explicitement les privatisations prônées par Jeffrey Sachs. Il a également démenti sur des bases analytiques et statistiques les arguments libéraux sur le rôle supposé des IDE.

Au total, les points de départ comme les trajectoires ont été différenciés. Toutefois, derrière ces différences, un même bilan pour l'ensemble de l'Europe de l'Est et l'ex-URSS peut être dressé, même par la Banque Mondiale, dans son rapport sur les dix ans de transition : ...« *La pauvreté est devenue bien plus répandue et a augmenté à un rythme plus rapide que nulle part ailleurs dans le monde* ». Elle y souligne que « *l'inégalité s'est accrue dans toutes les économies en transition et de façon dramatique dans certaines d'entre elles* », et ce, « *bien que [sic !] les pays de cette région aient commencé la transition avec des niveaux d'inégalités parmi les plus faibles du monde* »¹².

La périphérisation : une situation imposée avant et sans l'adhésion à l'UE...

Dans l'ensemble, donc, en dépit de l'exception slovène¹³ très critiquée par la commission européenne, avant leur adhésion à l'UE, les PECO ont été à l'avant-garde de la mise en place du « modèle » libéral prôné par le patronat. Il faut être aveugle, malhonnête ou ignorant – ou les trois- pour croire que ces politiques étaient l'application des aspirations populaires... En témoigne partout la difficulté majeure de tous les partis qui ont appliqué des recettes libérales de trouver ensuite des majorités aux parlements – voire de passer la barre des pourcentages requis pour y siéger. Les ex-communistes sous étiquette social-démocrate ont souvent été réélus rapidement par les populations espérant d'eux une politique sociale. Mais ils se sont partout social-libéralisés – sauf en république tchèque, où le PC a gardé son nom et a été jusqu'alors exclu du pouvoir. C'est donc malheureusement la droite extrême populiste ou des alliances de certains courants à étiquette socialiste avec elle, qui a porté des discours sociaux, avec un contenu xénophobe. On comprend donc aussi la montée des abstentions, et le pourquoi d'une perception hésitante de l'adhésion à l'UE : *celle-ci apparaît, vu de l'Europe de l'est, comme susceptible d'être socialement plus protectrice – ou de permettre des résistances analogues à celles constatées en France ; ou encore porteuse de valeurs plus progressistes au plan sociétal que le racisme, l'homophobie et le cléricalisme montants avec l'europhobie...* Les choix sont donc complexes, et les votes opaques dans leurs significations.

Le capital occidental, quant à lui, n'avait pas réellement besoin de l'intégration à l'UE pour s'investir en Europe de l'Est, y trouver des ressources et une force de travail non protégée, à la fois qualifiée et bon marché, ou pour y rechercher quelque clientèle nouvelle. Au contraire,

¹². Voir Banque mondiale, *Regional Overview. Challenges*, <http://Inweb18.worldbank.org>.

¹³ Le gouvernement de droite récemment élu – sur la base d'une campagne anti-corruption – a voulu très vite s'adapter aux préceptes étasuniens, tant au plan de l'envoi d'un contingent en Irak que de la politique économique. Il s'est trouvé confronté en novembre 2005 à une grève massive qui l'a fait reculer pour l'instant sur ses projets fiscaux et sociaux ultra-libéraux.

les investisseurs étrangers étaient ravis de ne pas avoir à s'embarrasser des contraintes réglementaires européennes, tant sur le plan social qu'écologique. Et une partie de la droite libérale – en république tchèque notamment, est anti-européenne sur des bases thatchériste, pour ne pas s'encombrer des règlements bruxellois qualifiés de « socialistes » et bureaucratiques...

Quant aux gouvernants des Etats dominants de l'UE, ils virent d'un œil sombre la montée de la pauvreté et du chômage et les lenteurs des restructurations industrielles et agricoles dans les PECO, non par hostilité aux politiques menées, mais en raison du coût politique et budgétaire prévisible des inégalités croissantes : tous ces pays, plus agricoles et plus pauvres encore que les pays du sud de l'Europe, allaient être des bénéficiaires potentiels des fonds structurels comptant pour la moitié environ du budget européen. Si l'on appliquait aux candidats les critères existants d'éligibilité à ces fonds et à la politique agricole commune (PAC), il faudrait pour le moins doubler le budget. Ce qui n'est pas énorme en soi (puisque'il est inférieur à 1,2% du PIB de l'Union - contre quelque 20% aux EU, par exemple). Mais ce qui entrainait en contradiction frontale avec le refus des pays et régions les plus riches de l'UE – Allemagne et France, en tête- d'assurer un transfert vers les autres. Sur ce plan, la nouvelle vague d'adhésion tranche avec la logique qui a prévalu face à celles de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande : pour accueillir ces « pays de la cohésion » dans les années 1980, les fonds budgétaires avaient été augmentés d'un montant analogue à un plan Marshall. Il était alors admis que l'unification marchande entre pays de niveaux de développement différents ne pouvait produire qu'un creusement des écarts ; des compensations étaient donc prévues pour amortir ces chocs, d'une part par la persistance des politiques sociales, budgétaires et monétaires des Etats membres dotés de leur monnaie ; d'autre part par des aides budgétisées européennes.

L'Acte unique de 1986 mettant en place le projet de marché unique concrétisé ensuite par l'Union économique et monétaire (UEM) basée sur une monnaie unique, accordait à la libre circulation des capitaux un rôle prioritaire dans les mécanismes de ce qui allait devenir en 1992 l'Union européenne. Entre temps, le coût imprévu de l'unification allemande allait peser dans un sens ultra-monétariste sur les critères monétaires et budgétaires de l'Union. Les accords de Maastricht introduisaient de véritables corsets limitant les politiques budgétaires et les financements des Etats membres par leurs banques centrales : pour attirer les financements

privés privilégiés, la baisse de la fiscalité allait encore contraindre à la baisse les ressources des Etats. La perspective de devoir financer l'incorporation de nouveaux PECO après l'expérience de l'absorption difficile des Länder de l'Allemagne de l'Est refroidit les enthousiasmes.

C'est pourquoi, malgré les grands discours d'ouverture lors de la chute du Mur de Berlin, les négociations d'adhésion ne commencèrent qu'en 1998, avec 5 candidats réputés plus " avancés " (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Estonie - 5 autres pays étant repoussés pour une " deuxième vague "). En réalité les pressions pour l'adhésion venaient d'Europe de l'Est. Et cet arrangement initial suscita la colère des 5 pays repoussés, craignant que ce traitement différencié ne creuse encore plus les écarts et ne les laisse durablement en marge des pays décideurs de la mondialisation...

Le big-bang de 1999 fut donc politique : il survenait symboliquement dix ans après la chute du Mur. Et il se devait de faire un choix avant les prochaines élections au Parlement européen prévues en 2004. Le sommet de l'Union en décembre inscrivit comme " irréversible " la promesse d'intégration des dix PECO candidats - et l'élargit aux « Balkans de l'Ouest » : l'introduction d'un Pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est, un jour après la fin de la guerre de l'OTAN au Kosovo fut présentée comme anti-chambre de l'Union. Le sommet de Thessalonique en juin 2003 confirma (sans le dater) le projet d'ouverture de l'Union aux pays balkaniques, à la condition qu'ils s'entendent préalablement entre eux et respectent les " critères de Copenhague " ¹⁴.

Pourtant, ces pseudos " critères " ne sont respectés par aucun des pays, car aucun n'est devenu une " économie de marché capable d'affronter la concurrence " (ils ont tous un chômage et des déficits commerciaux croissants). Les critères politiques, interprétés comme la réalisation du pluralisme politique, ont été le plus vite réalisés. Mais avec problème.. quand les peuples « votaient mal » (question initialement soulevée par l'Autriche, et risquant, comme en Pologne ou en Slovaquie aujourd'hui, de s'étendre...). Le critère de respect des droits des

¹⁴ Il s'agit des critères pour être accepté comme candidat à l'UE, établis en 1993 au sommet de l'Union à Copenhague, sur propositions de la commission européenne : outre être « européen », il faut être une économie de marché « viable » capable de soutenir la concurrence ; avoir un Etat de droit (ce qui suppose le pluralisme politique et le respect des droits des minorités) ; et avoir intégré « l'acquis communautaire » - milliers de pages de règlements et lois européennes...

minorités est par ailleurs largement indéterminé – tant il y a peu de points communs entre le traitement des questions nationales et des minorités entre la France, l'Etat espagnole, l'Allemagne, la Grèce, etc... Quant à " l'acquis communautaire ", il est évolutif et indéterminé sur la PAC et les fonds structurels.

En vérité, la construction européenne va " de l'avant " parce que le décideurs craignent qu'il soit plus dangereux de l'arrêter que de continuer, et pour des raisons politiques : ce sont les échecs et incertitudes de la " transition " qui ont poussé au « big-bang ». et ce sont des critères géo-stratégiques et de cohérence spatiale pour le contrôle des migrations qui délimitent largement les frontières prévues. En même temps, la mise en œuvre dans l'ensemble de l'Union des politiques néo-libérales, menace l'ensemble d'explosions.

En Europe de l'est, *ces politiques ont été appliquées par les sommets des appareils d'Etat dans des sociétés sans traditions démocratiques mais dotées initialement de très fortes protections sociales ; elles ont donc entraîné* toute la région « vers la Bolivie », comme le dit Karol Modzelewski ; mais aussi vers une impopularité croissante de « l'Europe » qui a servi d'alibi pour introduire ces dégradations sociales.

Une des hypothèses sous-jacentes au choix du « big-bang » est que l'intégration à l'UE atténuera l'insatisfaction populaire en apportant quelques compensations, et aidera à modérer les extrêmes et les risques d'affrontements. Il s'agissait sans doute aussi en 1999 d'une réponse aux avancées de l'OTAN. Mais c'est enfin un *enjeu politico-idéologique : la guerre froide ne s'est pas terminée avec la chute du Mur de Berlin ou la fin de l'URSS.*

Il faut pouvoir contrer la perception populaire croissante – exprimée par sondages – qu'on vivait mieux dans le « passé socialiste »...

La réalité de la position dominée, de semi-périphérisation est-elle plus forte à l'extérieur ou à l'intérieur de l'Union ?

Pour certains courants de la gauche radicale, la caractérisation de l'UE comme proto-Etat impérialiste, accélérateur de régressions sociales associées aux politiques néo-libérales, et porteurs d'institutions non démocratiques *est suffisante* pour en conclure qu'il serait aberrant de prôner une adhésion à cette entité politique. Faudrait-il dans ce cas prôner le retrait de ceux qui en sont membres ?

Ne faut-il pas plutôt changer le terrain de la question : peut-on résister mieux au pouvoir de décision et aux logiques économiques des pays fondateurs du centre européen sur les autres (au sud et à l'est) en s'intégrant comme membres ou en restant « souverain » à l'extérieur ?

La réponse à cette question n'est pas « de principe », mais politique ; et elle dépend donc de conditions et rapports de force à analyser concrètement ; les contextes doivent être spécifiés et les scénarios peuvent difficilement être prévus (une crise globale de l'Union sur des bases de ruptures et mobilisations populaires ancrées à gauche touchant plusieurs pays ouvrirait des possibilités plus larges que le seul « non » victorieux en France ; celui-ci n'a pas la même dynamique en ayant été porté principalement par des courants de gauche, que s'il avait été majoritairement marqué par l'extrême droite lepéniste, etc...).

Mais il faut surtout pousser la réflexion de Karol Modzelewski sur *une situation sans précédent* de plusieurs points de vue :

- la spécificité de la construction européenne actuelle, de sa genèse, de son contexte mondial, doivent être pleinement mesurés. La combinaison évolutive de fédéralisme et d'Etats membres voulant garder des attributs de souveraineté et pouvoirs de contrôle n'est pas vouée à disparaître – et c'est pourquoi il est contestable de vouloir discuter de façon binaire soit en privilégiant les souverainismes nationaux soit en prônant une démarche qui passe par-dessus les nations composantes. Le « bon niveau » de luttes et de réponses aux questions de vie quotidienne qui intéressent et pourraient mobiliser les populations (emploi, écologie, santé, éducation, services publics, égalité des droits, etc...) n'est pas univoque et combine généralement des enjeux qui se jouent du local au planétaire (l'OMC...) en passant par l'UE.
- Si les décideurs (gouvernants, firmes multinationales) sont organisés au plan institutionnel du local au planétaire, la résistance à leur politique doit, pour être efficace, s'organiser aux mêmes niveaux. Les institutions existantes de l'UE (comme celles de la mondialisation) doivent être contestées – mais la Banque centrale européenne, la commission européenne, les conseils des ministres sont autre chose que le/s parlement/s... L'OTAN, l'OMC, le FMI ne sont pas l'ONU... ou la Cour de justice de Rome.
- On peut privilégier l'exigence de contrôle des décisions par des élus, de contrôle des élus par les électeurs... d'élargissement des électeurs aux résidents européens, quels que soient leur origine... et l'invention dans les luttes et les forums de contre-pouvoirs qui ne respectent pas les limites des institutions existantes. Mais une citoyenneté supranationale tend à s'inventer, avec la mondialisation ; elle ne supprime pas l'importance des échelons nationaux d'enjeux démocratiques ; mais ceux-ci sont de plus en plus contraints par d'autres niveaux où des décisions sont prises.

- Les marges de « souveraineté », de pouvoir de contrôle et de décision politico-sociales peuvent être, mais ne sont pas *a priori* et en pratique aujourd'hui plus fortes au sein des Etats-nations que dans le cadre de luttes articulées au sein de l'UE qui est une construction très fragile, par bien des aspects. Les droits de citoyenneté peuvent s'inventer à cette échelle, appuyés sur les débuts d'expériences de luttes et d'enjeux européens.
- La vraie question est, en Pologne comme en France, en Espagne ou en Hongrie, la crise de la « démocratie » quand celle-ci signifie l'alternance sans alternative, le mensonge des promesses électorales non tenues, les choix de base qui échappent aux parlements mais sont pris dans les entreprises et les enceintes non élues... Ce sont des problèmes universels désormais. Et il n'est pas démontré que les populations d'Europe de l'Est y sont moins sensibles que celles d'ailleurs...

Dans le cadre de la « guerre froide » idéologique qui se poursuit, l'élargissement vers l'Est de l'UE est présentée par ceux qui en font l'apologie comme le couronnement d'un succès. Il s'agit d'un mensonge qu'il faut déconstruire. Mais ceci ne permet pas de conclure qu'il faut combattre l'adhésion à l'UE. Il s'agit par contre de mettre à nu et de contester radicalement ce que sont ses politiques et institutions – tout en s'appuyant sur la conscience croissante et progressiste qu'une autre politique européenne serait possible, résistant à l'ordre mondial capitaliste, à ses institutions et politiques néo-coloniales et de guerre, aux désagréments sociaux portés par le néo-libéralisme.

« *C'est le moins mauvais choix* », estimait l'historien Tamas Kraus, militant du Forum social hongrois dans un reportage précédant l'adhésion de son pays et des autres PECO à l'UE¹⁵ en 2003. « *Face à l'extrême droite europhobe, nous aurons plus de marges de manœuvre pour défendre les minorités nationales (notamment roms) et sexuelles dans le cadre de l'Union - et plus de possibilités de coopération syndicale* ». Il ajoutait : « *La délégation hongroise au Forum social de Florence a découvert qu'on pouvait brandir des drapeaux rouges sans aller en prison.* ». Mais surtout, concluait-il, « *nous avons été plus colonisés pendant treize ans à l'extérieur que nous ne le serons dedans* ».

Là est la question...

Résultats des référendums dans les PECO

Pays	Date	% de "oui" =A	% de participation =B	% de " oui " de dans l'électorat = A x B/100	% d'abstention
------	------	------------------	-----------------------------	---	-------------------

¹⁵ Cf. " Fractures et espoirs de la nouvelle Europe ", *Monde diplomatique*, novembre 2003

Slovénie	23 mars	89,6	60,3	54,02	39,7
Hongrie	12 avril	83,8	45,6	38,2	54,4
Lituanie	10/11 mai	90,8	63,3	57,4	36,7
Slovaquie	16/17 mai	92,4	52,2	48,2	47,8
Pologne	7/8 juin	77,5	58,9	45,6	41,1
Rep. Tchèque	16 juin	77,3	55,2	42,5	44,8
Estonie	14 septembre	66,9	63	42,1	37
Lettonie	20 septembre	67	72,5	48,5	27,5

(Source : à partir d'Eurostats)

	Popul. (millions d'hab.) 2002	Popul. Rurale % 2000 (1998)	PIB/hab % de la moyenne de l'UE_15 2002	PIB réel en 2002 (1989 = 100)
Roumanie	22,3	44,9 (42,7)	31	87,4
Bulgarie	7,8	32,5 (30,6)	26	82,9
Slovénie	2,0	50,8 (48,0)	71	117,3
Hongrie	10,1	35,5 (34,0)	52	111,7
Pologne	38,6	37,7 (35,2)	41	129,6
Slovaquie	5,3	42,6 (39,8)	51	108,7
Rép.tchèque	10,2	25,5 (34,1)	61	105,8
Estonie	1,3	30,6 (26,2)	45	93,6
Lettonie	2,3	39,6 (26,3)	34	80,6
Lituanie	3,4	31,5 (26,4)	39	74,1

Source : *Courrier des pays de l'Est* n° 1016, juin-juillet 2001 et n°1036-37, juin-juillet-août 2003

**Espérance de vie à la naissance dans les pays d'Europe de l'Est
en 1970 et 2002, comparée aux chiffres de la France aux mêmes années**

	Moyenne 1970-1975	Moyenne 2000-2005
Bulgarie	98,1%	89,7%
Hongrie	95,7%	91,0%
Pologne	97,4%	93,5%
Rep.tchèque	96,8%	95,4%
Roumanie	95,6%	89,2%
Slovaquie	96,7%	93,3%

Source : Donnés des Nations unies (PNUD), *Rapport sur le développement humain, 2004*, New York 2004 – cité par Jacques Sapir, *La fin de l'euro-libéralisme*, Seuil, Paris 2006, p.95

Conclusion : les cartes brouillées de l'ordre mondial

Après la chute du Mur de Berlin, la transformation radicale de l'URSS et des sociétés d'Europe de l'Est fut désignée comme « *transition vers des économies de marché* » - formule qui supposait clair et déterminé le sens (direction) des évolutions (« transition vers ») tout en camouflant par euphémisme le contenu réel, capitaliste, du marché en question¹⁶. La formule ne disait pas non plus comment se

¹⁶ La capacité d'innovation du capitalisme, la diversité des formations sociales que ce système peut recouvrir ainsi que des grandes phases d'évolution historique qu'il a connues ont produit des débats sémantiques sans fin. L'assimilation par certains courants ou théoriciens marxistes de l'URSS et des sociétés se revendiquant du socialisme à des « capitalismes d'Etat » (selon des critères différents pour Tony Cliff ou Bettelheim, par exemple) a encore plus élargi le débat. Nous sommes revenus sur ces discussions conceptuelles dans « Mandel et les problèmes de la transition au socialisme », in *Le marxisme d'Ernest Mandel* (existant en plusieurs langues), coordonné par Gilbert Achcar (Actuel Marx-PUF, 1999). Disons seulement ici que c'est dans les crises qu'on repère le mieux l'essence des systèmes : le capitalisme sauvage qui s'impose contre toutes les formes de résistances à sa logique qui se sont cristallisées au siècle passé, ou encore le programme même de la restauration capitaliste à l'œuvre en URSS depuis le début des années 1990 aident à repérer l'*essentiel* du capitalisme : non pas simplement un rapport de domination (il en a existé avant le capitalisme et dans le système-monde soviétique) ; ni l'existence de la monnaie et d'un certain marché, voire d'une petite production marchande (la remarque précédente vaut encore). Ce qui est propre au capitalisme est bel et bien, comme l'a analysé Fernand Braudel ou le souligne Immanuel Wallerstein, une transformation du rôle de la monnaie et des rapports de propriété dans une logique d'accumulation de plus-value monétaire ; elle est bien résumée de façon simple par Marx par le « cycle du capital » A-M-A' (où A' moins A représente une plus value monétaire), différent du cycle marchand simple (M-A-M') où l'argent vise à faciliter les

déterminaient les choix et critères de cette dite « transition ». Or, pour les populations concernées, les « économies de marché » étaient une abstraction que les idéologues des réformes présentèrent comme l'expression d'une modernité indiscutable : relevant de la « science économique », elle n'était pas mise en débat, en dépit des proclamations démocratiques qui l'accompagnèrent¹⁷. Et d'ailleurs, pourquoi la contester puisqu'elle était supposée apporter efficacité économique et libertés ? A l'arbitraire politique du parti unique devait succéder une rationalité supposée universelle du marché et des experts.

Pour enfoncer le clou, cette « transition » fut présentée comme un « retour à la normalité ».

La dite « normalité » camouflait trois enjeux.

Le premier enjeu : gommer tout contenu progressiste aux résistances passées, présentes et à venir contre « l'économie de marché »...

Le règne des partis communistes devait être réduit à une combinaison de goulag et de gigantesque « Etat-providence » généralisé, totalitaire, bureaucratique et inefficace parce qu'ayant voulu remettre en cause les automatismes marchands. Toute nostalgie à l'égard d'un tel passé allait donc être assimilée à une « mentalité d'assisté », hostile à la « modernité » incarnée par la compétition marchande : celle-ci était érigée en valeur et but universels, la libre entreprise étant quant à elle assimilée à tout esprit d'initiative individuelle, voire à la liberté tout court.

Mais cette idéologie, bien avant la chute du Mur de Berlin, fut une réponse à la crise du profit (et des coûts) associée au ralentissement des gains de productivité au cœur du capitalisme développé dans les années 1970. L'objectif principal des politiques mettant l'accent sur les conditions de l'offre fut le rétablissement des taux de marge des entreprises : dans le retour aux mécanismes de concurrence marchande généralisée, la force de travail devait redevenir licenciable à merci, c'est-à-dire strictement considérée comme un coût à comprimer.

échanges de marchandises M et M' d'usage différents. Ce cycle du capital est ouvert à toutes les formes historiques de capitalisme, distinctes ou combinées – marchand, industriel, financier... L'argent A peut s'investir dans n'importe quelle marchandise ou combinaison productive, dans le but de « faire de l'argent ». La tendance à la généralisation des relations marchandes et à la production au moindre coût en comprimant notamment les dépenses salariales est le propre du capitalisme industriel et à l'opposé de ce que fut le système soviétique... Reconnaître ce fait et analyser la difficulté majeure de restaurer un « vrai » marché (du capital, du travail et des biens et services) en URSS n'imposent aucune complaisance, nostalgie ou apologie de ce que fut le passé soviétique dont les relations spécifiques d'oppression ont creusé la crise... L'intégration dans l'analyse de toutes les expériences et réformes, notamment yougoslaves, se réclamant du socialisme évite aussi les caractérisations impropres de « capitalisme d'Etat » et oblige simplement à « penser » ... l'imprévu, même quand il n'est pas capitaliste.

¹⁷ Cf. Jacques Sapir, *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002

Au plan théorique les écoles néo-libérales (école des droits de propriété, du choix public ou de l'offre ainsi que le monétarisme) ont systématiquement tenté de démontrer l'inefficacité économique de toute forme de propriété et gestion collectives ou sociales par comparaison avec l'initiative privée.

Mais derrière le combat d'idées, il s'agissait d'une offensive planétaire dans les relations et rapports de force entre classes et entre systèmes rivaux, en même temps que se jouait l'hégémonie des Etats-Unis dans l'ordre mondial en recomposition.

L'enjeu du nouvel ordre mondial.

Si la crise de profit (et au-delà la contestation sociale et sociétale) affectait les pays du centre capitaliste dès les années 1970, c'est à l'échelle planétaire et dans l'issue de la guerre froide entre systèmes que la rationalité et la portée profonde du retour à un capitalisme sauvage devaient prendre toute leur consistance : d'une part, c'est à cette échelle que la « libre » compétition marchande sans limite devait permettre de vaincre les logiques collectives et protections sociales les plus avancées. La menace des délocalisations, donc la libre circulation des capitaux, devait assurer la baisse des coûts salariaux et de la fiscalité sur les entreprises. C'est aussi à cette échelle que de nouveaux débouchés, externes aux centres capitalistes, devaient relayer ceux que les « Trente glorieuses » avaient trouvés dans la reconstruction et la hausse des salaires d'après-guerre.

Mais surtout, il fallait que perdent en crédibilité et légitimité les droits collectifs et aspirations égalitaires qu'avaient stimulés la guerre froide.

D'où le troisième enjeu : le « retour à l'Europe » des pays d'Europe centrale et orientale...dans un cadre euro-atlantiste.

Après la chute du Mur de Berlin, l'idéologie de la « fin de l'histoire » se spécifia sous la forme du « retour à l'Europe » des ex « pays de l'Est », devant clore une « parenthèse » communiste, supposée artificielle.

Une telle formule *supposait qu'une seule Europe existait, occidentale*. L'Union européenne (UE) était assimilée au continent, comme les Etats-Unis sont devenus (ou ont tenté d'être) « l'Amérique »... L'enjeu idéologique impérial du vocabulaire permettait, en assimilant l'UE à « l'Europe » sans qualificatif, de « naturaliser » en quelque sorte les institutions et politiques économiques spécifiques de cette construction pour mieux la rendre... indiscutable : il s'agissait d'y *adhérer* ou de *la rejoindre* – sans aucun apport possible venant de l'Est. Comme s'il s'agissait de la réponse adéquate et démocratiquement trouvée aux problèmes et défauts réels des sociétés bureaucratiques d'Europe de l'Est ; comme si l'UE avait d'ailleurs démontré aux yeux même des populations des Etats déjà membres, une effective démocratie et efficacité dans la satisfaction de leurs propres besoins ; comme s'il s'agissait, enfin, de la seule forme de construction européenne possible...

Pour la grande masse des populations des PECO, l'attractivité (au départ réelle, bien que décroissante au fil du temps) de « l'adhésion à l'Europe » était fondée sur l'espoir d'amélioration de niveau de vie combinée à des libertés démocratiques et à la remise en cause des frontières. Pour autant qu'un modèle existait dans l'esprit des populations, il devait combiner les protections sociales les plus avancées, l'absence de chômage comme un droit de l'homme, et les libertés démocratiques. La Suède ou encore l'Allemagne des années 1960 étaient éventuellement ce vers quoi il s'agissait de tendre.

La réalité et la dynamique de l'élargissement vers l'Est de l'UE fut à *l'exact opposé* de tout cela : d'une part, les critères d'adhésion ont imposé comme *critères d'efficacité économique* la destruction des protections sociales et de toute forme de propriété collective. Ce qui était le plus populaire dans les modèles suédois et rhénan est sous pression des critères monétaristes et libéraux et tend à être démantelé ; et c'est plutôt la transformation néo-libérale des PECO qui joue comme facteur d'accélération du démantèlement des protections sociales ailleurs...

Dans tout ce processus, il n'y eut aucune ombre de démocratie dans la détermination des choix, des critères et objectifs, des mécanismes mis en œuvre. Il s'est agi d'appliquer les dogmes du « consensus de Washington ». Pourquoi d'ailleurs y aurait-il eu dans cette région du monde, sortant du système de parti unique, plus de démocratie qu'ailleurs dans la mise en œuvre de telles politiques ? Les anciens apparatchiks ont au contraire souvent adopté de façon radicale le recours aux thèses néo-libérales en place et lieu du pseudo-marxisme d'autrefois pour légitimer leurs nouveaux privilèges de propriétaires...

Un nouveau creusement des écarts avec les pays du « centre » européen et étasunien se produit donc une nouvelle situation de pays dominé, ou de *semi-périphérie* dans le système-monde capitaliste – autrement dit, des traits d'évolution vers « le Sud » (la Bolivie, comme dit Karol Modzelewski).

L'intégration à l'UE apparaît à *la fois* comme l'accélérateur des politiques néo-libérales, *et le moyen potentiel, politique*, de prendre part aux mécanismes de décision du Centre, donc de les changer ; le moyen d'échapper à la totale périphérisation. L'avenir de cette ambiguïté sera tranché par des rapports de forces politico-sociaux.

Catherine Samary

Octobre 2006